

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 609 15 octobre 1981
Dix-huitième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 48 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Rudolf Berner
Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
Jean-Claude Favez
André Gavillet
Yvette Jaggi
Pierre Lehmann
Charles-F. Pochon
Victor Ruffy

Point de vue:
J. Cornuz
Gil Stauffer

609

Domaine public

Sur le même bateau

A la suite de Fritz Honegger (cf. DP 606, 24.9.1981) et de sa petite phrase — l'adaptation automatique des salaires au renchérissement n'est pas une vache sacrée — les parlementaires fédéraux ont abordé le thème de l'inflation: postulat accepté au Conseil des Etats pour que soient étudiées des solutions plus «flexibles» à la compensation du renchérissement, quatre interpellations au National.

Arguments cent fois entendus à l'époque de la surchauffe, début des années septante: la retenue des salariés est nécessaire au maintien de la compétitivité de l'économie suisse et des places de travail; le sacrifice de chacun doit contribuer à la lutte contre l'inflation, question de solidarité.

Deux remarques pour tenter de sortir de ce discours patronal en forme de pleurnicherie économique-morale.

CHAMBRES FÉDÉRALES

Tout le monde il est mécontent

Chaque session des Chambres fédérales fait son lot de frustrés et de déçus; mais ils se consolent en pensant que la démocratie parlementaire a son rythme, encore ralenti par le système bicaméral, et ses errements, qui reflètent au fond une volonté générale souvent difficile à discerner.

Dans le genre contrariant, la session d'automne 1981 vient d'établir un véritable record: celui de mécontenter pratiquement tous les conseillers nationaux, et certains à plusieurs titres.

En Suisse, aujourd'hui, moins d'une convention collective sur cinq seulement prévoit l'adaptation automatique des salaires¹. Difficile, dans ces conditions, de jeter la pierre au monde du travail et d'invoquer la symétrie dans le sacrifice. Les dés sont pipés; le sacrifice est déjà largement supporté par les salariés.

La partie patronale s'attendrit sur les difficultés de l'heure mais se garde bien de mettre cartes sur table.

La compréhension des travailleurs passe par la participation à la gestion des entreprises. Des négociations sérieuses sur les salaires se déroulent avec les livres de compte sous les yeux.

Pas de participation, pas de compréhension et de «retenue». Logique, non?

¹ Plus exactement, en 1980: une convention collective sur trois ne prévoit rien au chapitre de la compensation du renchérissement; deux tiers des textes abordent donc le sujet (68,1%), mais l'indexation automatique est l'exception (14,3%) alors que prédomine la négociation si l'indice varie (53,7%).

Les femmes, et tous les partisans de la solution fédéraliste désespèrent de trouver une sanction légale à la pratique libérale adoptée dans certains cantons en matière d'interruption de grossesse.

Les patrons s'inquiètent de voir les travailleurs du secteur privé se prévaloir des augmentations de leur salaire réel accordées aux fonctionnaires fédéraux.

Les salariés, les consommateurs et les épargnants ont assisté, consternés, au débat sur l'inflation, qui a montré le désarroi du gouvernement comme le manque de volonté politique et de moyens effectifs

SUITE ET FIN AU VERSO

Tout le monde il est mécontent

de lutter contre le renchérissement et la dégradation du pouvoir d'achat.

Les travailleurs ne parviennent pas à se réjouir franchement à la vue de ce deuxième pilier qui n'en finit pas de mincir au fur et à mesure qu'il s'édifie.

Les camionneurs enragent contre la redevance pourtant modérée qu'ils auront à payer, et les automobilistes pestent déjà contre la vignette qui menace les usagers des routes nationales.

Les écologistes, avec tous ceux qui veulent donner plus nettement la priorité aux transports publics, dénoncent à la fois la sévérité manifestée à l'endroit des CFF et l'indulgence à l'égard des poids lourds, sans parler de l'inutile et fâcheuse vignette autoroutière, — le tout en contradiction formelle avec les conclusions de la conception globale des transports.

DÉBORDÉS

Au-delà des groupes d'intérêt qu'ils représentent plus ou moins ouvertement, les parlementaires comme tels sont fâchés: ils n'ont «pas fait du bon boulot», comme le reconnaissait honnêtement le conseiller national Paul Zbinden («La Suisse», 11.10.1981), lui-même d'ailleurs co-responsable du fameux retournement pas trop digne à propos de la redevance sur les poids lourds.

Une mauvaise session, décidément. D'abord, le Conseil national a discuté dix-sept heures d'affilée sur le projet de loi sur la prévoyance professionnelle (2^e pilier), sans éliminer toutes les divergences avec le Conseil des Etats, auquel le dossier retourne donc pour quelques mois. Après avoir ainsi pris du retard dès la première semaine, le

Conseil national a choisi, selon recommandation des présidents de groupe, d'examiner le «paquet» transports et redevances, et de repousser le projet de loi sur le crédit à la consommation (prêt depuis avril dernier) à une hypothétique session extraordinaire de janvier prochain, voire à la session de mars 1982; d'ici là, des milliers de ménages s'endetteront, certains d'entre eux (un dixième au moins) bien au-delà de leurs possibilités financières; et les services sociaux devront encore faire appel aux fonds de l'assistance publique pour aider au remboursement de prêts personnels, non gagés, octroyés moyennant des intérêts et frais de 15% et davantage par les banques Rohner, Procrédit, Aufina et consorts.

CONFUS

Quant au débat sur les transports et redevances, il a largement dépassé le niveau de la confusion acceptable. Après un gigantesque débat d'entrée en matière (une trentaine d'orateurs inscrits), les conseillers nationaux ont discuté pendant quatre heures de la taxe poids lourds, et fini par prendre une décision... sur laquelle ils sont revenus dès le lendemain, apparemment sans saisir l'importance de l'enjeu. Les camionneurs, eux, TAG en tête, l'avaient bien compris et ont admirablement fait leur travail de lobby (plus puissant que celui de la bagnole, avis au «Tages Anzeiger»).

INEXISTANTS

Ne parlons pas de cette triste séance de «relevée» du 7 octobre, entièrement consacrée à la lutte contre le renchérissement et à l'indexation des salaires. Débat sans aboutissement, «statements» débités devant un auditoire fort clairsemé, le tout sur un problème qui touche de près l'ensemble de la population... En fait, ce débat n'aura servi qu'à donner l'occasion de jouer un bon tour au président Butty, qui n'y a pas compris grand-chose.

En définitive, le seul parlementaire qui soit satis-

fait de cette session, c'est précisément le président sortant, Laurent Butty, tout auréolé de son année de charge suprême qui coïncidait avec celle du 500^e anniversaire de l'entrée de Fribourg dans la Confédération. Lui, il n'est pas seulement soulagé de passer le flambeau à Hedi Lang, il est carrément content, de lui, et même des autres. Il est aussi seul que sûr de son avis.

PS. Mauvaise session disions-nous: avez-vous noté que les conseillères nationales sont demeurées exceptionnellement discrètes pendant ces trois semaines, et qu'aucune d'entre elles n'a pris la parole pendant la seconde moitié de la session, tandis que leurs collègues masculins jouaient aux trains, aux camions et aux p'tites autos?

TECHNOLOGIE

Regarder passer le train

De Lyon ou de Genève, deux heures de gagnées pour joindre Paris en train. On peut y voir un succès du rail dans la compétition qui, depuis Jules Verne, nous enchante, entre le train, l'auto et l'aéronef.

Mais c'est aussi un nouvel élan dans la course contre la montre très provisoirement mise en échec par la faillite commerciale du Concorde.

Renault, entreprise nationalisée, lance en pleine période de lutte pour l'emploi une usine robotisée qui fabriquera la R9.

Accélération des déplacements qui multiplie les possibilités, pour quoi faire? Diminution du travail par automatisation.

Coïncidence dans une même semaine du discours politique généreux et verbal (en avant toutes pour l'emploi!) et des faits scientifiques et techniques décisifs mais qui ne répondent qu'à leur logique propre.

Il faut attaquer le yogourt de front

Dégueulasses: voilà bien le seul qualificatif que mérite la plupart des yogourts vendus dans le commerce. Fadasses, plâtreux, gommeux, pisseux, sucrés à l'excès, sournoisement colorés, platement industriels, minablement gélatineux, puant le plastique, collant aux dents, bref: innommables.

Une seule solution: faire ses yogourts soi-même à l'aide d'une yogourtière. Petit ustensile simple, pas cher, ne mangeant pas de foin, amorti en un rien de temps. Et qui fabrique des yogourts dont on peut prendre l'entière responsabilité, trois fois moins chers qu'en magasin. Le pied.

L'idéal serait, bien sûr, d'opérer une intégration verticale: à savoir de disposer d'une vache fournissant la matière secondaire et d'un pâturage pour la matière première. La yogourtière n'est jamais que du tertiaire dépendant des émirs du fourrage: il ne faut pas l'oublier.

* * *

Il y a, évidemment, pire que les yogourts industriels, quoique dans l'exacte même ligne: les spots publicitaires de la télé. Leur stupidité est si lourde et compacte, pour une épaisseur nulle de l'argument, qu'elle représente le blindage idéal contre les neutrons de haute énergie — vient de révéler le CERN. C'est donc scientifique.

* * *

C'est bien cordialement que je remercie les lecteurs de DP qui m'ont fourni ou aidé à trouver de la documentation à propos des tirages photographiques au charbon. Chouette, je vais pouvoir bardouffler la salle de bain de noir de fumée avec les prétextes les plus techniques.

* * *

Traverser le Lötschberg en chargeant sa voiture sur

le train à Goppenstein coûte 28 francs (août dernier). La route menant à ce même Goppenstein est étroite et vite encombrée. Que les Valaisans râlent est compréhensible. Mais de là à percer un tunnel au Rawyl... A l'évidence, l'amélioration de la route des deux côtés du Lötschberg et un abaissement de moitié du prix du transport des voitures par le train régleraient l'affaire. Un tunnel routier? Faut pas dérailler, M. de Chastonay.

* * *

De superbes, mirifiques et enthousiasmantes épreuves tirées au charbon à l'exposition de photos consacrées aux Boissonnas, générations de photographes, au Musée Rath, à Genève.

* * *

Je lis ceci: «*Quand donc ses membres et les délégués aux assemblées de la FEPS (Fédération des Eglises protestantes de Suisse) comprendront-ils que leur premier devoir chrétien est de se solidariser sans compromission avec les Eglises et les personnalités chrétiennes qui — en Afrique du Sud — résistent réellement à l'apartheid, au nom de Jésus-Christ, au prix de leur liberté et peut-être de leur vie?*»

(Circulaire du «Groupe Eglise» du Mouvement anti-apartheid de Suisse, août 81. Adresse utile: 15, rue Lévrier, 1201 Genève.)

* * *

«L'Illustré» a publié les résultats d'une enquête-sondage sur le comportement sexuel des Suisses. Le texte affirme quelque part que résultats et enquête sont *scientifiques*. Si c'est scientifique, alors moi je suis Napoléon Bonaparte et je suis balayeur-chef de la galaxie d'Andromède (NGC 224 ou M 31).

(Rédacteur en chef Théo, tu laisses passer des bulles épaisses. Pour ta contrition, tu me payeras une bière.)

* * *

Dans le dernier numéro de «Heizung-Klima» (septembre 81), un article intéressant à propos du

chauffage par le sol («Fussbodenheizung-schadet sie die Gesundheit?», p. 64). Il semble bien que ce mode de chauffage ne soit pas toujours inoffensif puisque aggravant certains troubles circulatoires. A suivre de très près.

* * *

Vu à Genève, ville bien connue de perdition avec une densité fantastique de feux rouges au kilomètre carré, un bâtiment qui avait l'air d'être le siège central de la Caisse d'épargne. A considérer son aspect extérieur, ce bâtiment est, thermiquement, une absurdité complète.

Vu, à la gare d'Olten, des barres d'appui de rampes d'escaliers en tubes d'acier inoxydable. Et pas des petits tubes. Ne se mouchent pas avec le pied, les CFF. Ces tubes ont dû coûter une fortune, au prix où est l'inox. Gaspillage insensé. On vit dans un pays riche.

* * *

«L'énergie solaire et son stockage», titre du 8^e symposium de la Société suisse pour l'énergie solaire. L'ensemble des textes des exposés peut être obtenu, sous forme de brochure, chez M. G. Bornarel, 1049 Boussens (021 / 91 15 76).

* * *

Très effrayants, les deux derniers numéros de la «Revue suisse d'agriculture».

Liste impressionnante de produits phytosanitaires utilisables. Effrayant. (Tiens, je croyais que le Lindane et le Parathion étaient interdits. Hé bien non.)

Il est impossible qu'il n'y ait pas de temps en temps des surdosages à l'épandage. Des 13 produits cités pour la lutte contre le doryphore 7 sont toxiques pour les abeilles et les poissons, 3 pour les abeilles et 2 pour les poissons seulement; 2 se trouvent en classe de toxicité 2, 7 en classe 3 et 4 en classe 4.

Bon appétit et bien le bonjour chez vous.

Gil Stauffer

Un rôle pour l'Europe

Montée vertigineuse de l'élan pacifiste en Allemagne fédérale (et ailleurs). Dans notre pays également il faudra bien que l'officialité apprenne à écouter cette voix-là, sans forcer systématiquement, et à titre préventif, sur les flons-flons de la musique militaire. Ci-dessous, une première contribution pour réengager le débat. Nous écouterions avec intérêt nos lecteurs sur ce sujet. (Réd.)

Nouvelle étape dans la course aux armements? Relance de la guerre froide? Grandes manœuvres pour préparer une reprise des négociations sur la limitation des armements? Le programme de modernisation des armes nucléaires et des vecteurs américains est l'objet de nombreuses spéculations en Europe. D'autant qu'il prend la suite du débat suscité par le déséquilibre — réel ou apparent — entre les forces conventionnelles des deux blocs et le renforcement des missiles du théâtre nucléaire européen.

Se faire une idée précise des enjeux réels est impossible. Les Soviétiques ne livrent pas d'informations.

AU-DELÀ DE L'IMAGINATION

Les Américains et ceux qui défendent leur thèse, comme l'Institut d'études stratégiques de Londres, révèlent donc, à leur guise, les renseignements qui les concernent et ceux qui touchent leur adversaire. D'autre part les experts — y compris ceux de l'Institut de recherches pour la paix de Stockholm — sont largement en désaccord. Et comment pourraient-ils ne pas l'être, quand l'imagination ne

peut concevoir ce que serait un conflit nucléaire total? Quand l'esprit se refuse à admettre que, de la bombe à neutrons employée sur le champ de bataille, au niveau du commandant de division ou de corps d'armée, on puisse passer, étape par étape, à l'usage des armes stratégiques intercontinentales qui rayeraient de la carte les principales cités de l'Est et de l'Ouest et leurs millions d'habitants.

Tout débat sur une guerre nucléaire revêt une allure dérisoire, ce qui ne peut que favoriser les émotions les plus extrêmes. Mais c'est que précisément, les enjeux sont hors de toutes les échelles de mesure employées jusqu'ici par les hommes et les Etats dans leurs défis et leur course à la puissance.

L'EUROPE DU NORD

Les manifestations et prises de position qui se multiplient en Europe sont au contraire bien réelles. On les qualifie de neutralistes car elles s'opposent à la bombe à neutrons, à la modernisation des armements nucléaires — voire à l'extension de l'Alliance atlantique comme c'est le cas en Espagne — et plus généralement au nucléaire dans tous ses usages pacifiques et militaires. Jusqu'à présent elles ont touché avant tout l'Europe du Nord, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, c'est-à-dire des pays où les partis communistes sont faibles, mais où le pacifisme humanitaire, l'opposition antinucléaire et l'écologie sont solidement implantés. Mais les partis communistes sont mobilisés, même s'ils doivent composer avec leurs partenaires «verts» et pacifistes, comme ils l'avaient été dans les années de la guerre froide.

La situation actuelle pourrait en effet évoquer celle des années cinquante. Contre la bombe A, puis H, après lesquelles l'Union soviétique courait alors, contre le renforcement de la défense occidentale, le vent d'Est soufflait la paix et le désarmement. Il

agita beaucoup d'esprits en Occident, jusqu'au moment où la détente modifia les données du problème.

Mais la comparaison s'arrête là. L'image de l'Union soviétique dans le monde occidental a beaucoup perdu de sa crédibilité. Les partis communistes ont, en partie, pris leurs distances. Les compagnons de route se sont dispersés. Les âmes candides et les imaginations catastrophées existent toujours, mais elles ne sont plus aussi disponibles au manichéisme idéologique. Ce qui a changé aussi, c'est l'ampleur de l'opposition au nucléaire civil, qui a relayé et amplifié la grande peur atomique des années cinquante. Aujourd'hui les communistes et les syndicats qu'ils contrôlent se retrouvent presque seuls en Occident aux côtés de l'industrie nucléaire pour défendre l'usage pacifique de l'atome.

Qu'expriment donc ces manifestations «neutralistes», puisqu'on ne peut simplement les ranger au rang d'une manipulation? Beaucoup d'émotions sans doute; profondes et contradictoires assurément. Sursaut vital devant le génocide possible? Valorisation de la vie devant l'effacement de toutes les références idéologiques et sociales? Expression de la fatigue, du défaitisme, de la décadence d'un monde fini? On se gardera de conclure trop vite, en se rappelant que l'Angleterre de Chamberlain l'«apeseament policy» paraissait-elle aussi finie en 1939 face aux fascismes musclés et conquérants.

LE DERNIER JOUET

Le directeur de l'Institut international de recherches pour la paix à Genève, André Gsponer, une des rares voix autorisées en Suisse romande, sur le problème du nucléaire civil et militaire, s'en prend au mythe de l'équilibre de la terreur et justifie son opposition absolue à la bombe à neutron par l'évocation d'armes plus terribles, qui rendront la

guerre atomique plus banale, en préparation dans les laboratoires américains. C'est inverser le raisonnement. C'est raisonner en technocrate, comme les militaires. Car ces derniers, qu'il s'agisse de bombarde ou de bombe RRR voudront toujours utiliser leur dernier jouet, si l'on peut employer ici cette image.

Jusqu'à preuve du contraire, la guerre nucléaire ou conventionnelle reste du ressort de la politique. Et ni aux Etats-Unis, ni en Union soviétique, le pouvoir militaire, si puissant soit-il, comme le prouve l'analyse que Castoriadis fait de l'économie et de la société soviétiques, ne décide encore de la guerre et de la paix.

UN SIGNE ET UN APPEL

Les manifestations «neutralistes» actuelles sont à la fois un signe et un appel. Un signe du pacifisme profond des peuples et nul doute que de tels rassemblements auraient lieu de la même façon en Union soviétique, s'il existait une société civile distincte de l'Etat-parti. Il est donc faux de les opposer au silence de l'Est comme des preuves de capitulation. Mais elles sont aussi un appel, à une politique extérieure européenne qui soit à la fois plus ferme face aux Etats-Unis, plus audacieuse et plus généreuse aussi dans la résolution des grands problèmes du monde, qui ne sont pas seulement ceux de l'Est et de l'Ouest. Et à cet égard la position du gouvernement Mitterrand-Mauroy est intéressante et rompt résolument avec l'atlantisme sordide de son prédécesseur. Mais de quel poids plus considérable encore pèserait aujourd'hui et demain, dans une négociation Est-Ouest mal engagée par les rododromes du cowboy série B de la Maison Blanche, cette position, si elle était celle non de la France, mais de l'Europe occidentale, Suisse et Scandinavie comprise.

J.-C. F.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

La politique de l'agapè

— Vous paraissez soucieux?
— Ah! c'est qu'à Méran, ça ne va pas du tout...

— A Méran?
— Au championnat du monde des échecs, entre le Soviétique Karpov et l'apatride Kortschnoï... Kortschnoï, qui s'est réfugié chez nous et joue sous pavillon suisse, a déjà perdu deux parties!

— Il fallait s'y attendre. Kortschnoï n'a-t-il pas cinquante ans? C'est bien vieux pour un candidat au titre suprême.

— S'il n'y avait que son âge! Mais les Soviétiques n'ont toujours pas consenti à laisser partir sa femme et son fils... Comment jouer dans ces conditions? Bien plus: son fils est en prison...

— En prison? Et pourquoi, s'il vous plaît?
— Il refuse de faire son service militaire...

— Vous ne voulez pas me dire que les Russes mettent en prison les objecteurs de conscience?

— Mais si! Mais si!

— Ils ne respectent donc pas la Convention des Droits de l'Homme?

— Les Soviétiques? Vous voulez rire!

— Quelle ignominie! Ces gens-là devraient être mis au ban des nations civilisées!

— Je ne vous le fais pas dire...

* * *

Vous connaissez Tullio Vinay? Pasteur «vaudois» du Piémont, il a fondé non loin de Turin un centre assez semblable à Crêt-Bérard. Puis il a créé en Sicile la communauté de *Riesi*, équivalent protestant de l'entreprise catholique de Danilo Dolci.

Dans la *Luce* du 10 juillet 1981, je lis de lui ce message au Synode de l'Eglise protestante, intitulé *La politique de l'agapè*:

«Voici environ 25 ans, le théologien Tillich écrivait que l'Eglise avait encore à découvrir le concept d'*agapè*, tel qu'il s'exprime dans le Nouveau Testament. En construisant le centre d'Agapè, et en créant autour du Centre une vaste communauté de jeunes, nous avons voulu actualiser, dans l'Eglise et hors de l'Eglise, le seul message vraiment révolutionnaire, celui de l'*agapè*. Ceci est encore le devoir de tous ceux qui se réfèrent à cette mission — une mission qui est aujourd'hui prioritairement de nature *politique*, quand même elle n'est pas nécessairement liée à l'action d'un parti politique (...)

(Tullio Vinay a été élu à la Chambre, lui non communiste, sur la liste du parti communiste!)

«(...) L'Eglise perd le sens de sa vocation, si elle ne réalise pas dans sa conduite de tous les jours, c'est-à-dire par une solidarité effective avec tous les opprimés, l'*agapè* de Dieu, incarnée dans Jésus Christ. Le monde, qu'il soit croyant ou non croyant, aujourd'hui tellement rétréci que les peuples les plus lointains sont pour ainsi dire à la porte de la maison, n'a pas d'autre issue que cette *agapè*, qui transcende toutes les idéologies et toutes les frontières. Elle est le seul élément de cohésion et l'unique boussole qui permette de vivre ensemble, tant dans le domaine de la politique que dans celui de l'économie ou de la sociologie. Il s'agit de tracer la frontière décisive, qui sépare l'amour de soi (eros) de l'amour pour le prochain (agapè) (...)

On souhaite que ces paroles soient entendues par nos «intégristes» de tous bords...

J. C.

Santé des lacs suisses: une date historique

Les efforts d'un nombre respectable de femmes, en Suisse romande surtout, décidées à remplacer les lessives traditionnelles par des lessives sans phosphates, commencent à porter leurs fruits: les détenteurs de la vérité officielle sur la meilleure manière de faire la lessive commencent à avoir des doutes.

A telle enseigne que ces Messieurs de l'USS (Union suisse des fabricants de détergents — pardon à l'Union syndicale suisse!) ont fait procéder à des essais avec un produit sans phosphates, celui de Held AG, vendu sous le nom de «Plurin W»¹.

Les résultats «conformes à leur attente» ayant été obtenus, ces Messieurs ont alors accepté de rencontrer à Saint-Gall les femmes (et leurs organisations) qui s'étaient particulièrement engagées dans la lutte pour la sauvegarde de nos lacs.

L'INDUSTRIE ET LES USAGÈRES

Rencontre historique à plus d'un titre. Extraordinaire face à face entre les représentants d'une industrie envahissante entre toutes, puissance économique bâtie sur une débauche de publicité, obnubilés par le marché de masse, et quelques

¹ «Plurin W», les lecteurs de DP connaissent bien. Nous les présentions déjà dans ces colonnes début 1980 (par exemple, DP 540, 3.4.1980 «Se passer des phosphates»), alors qu'à longueur de numéros nous criions casse-cou à propos du «gâchis de l'épuration de l'eau».

² EMPA, Eidgenössischer Materialprüfungs- und Versuchsanstalt für Industrie, Bauwesen und Gewerbe, office fédéral de contrôle du matériel rattaché aux écoles polytechniques.

«usagères» décidées à changer les habitudes (les leurs d'abord pour le plus grand bien de nos eaux. C'est le compte rendu de cette séance que nous publions ci-dessous; il est dû à la plume alerte de M^{me} Monique Zanon-Kolkman, responsable du groupe «détergents» de l'Association pour la sauvegarde du Léman (ASL).

Il vaut la peine de signaler par ailleurs que l'ASL a aussi procédé à un test avec le «Plurin W» et ceci dans des conditions plus difficiles que le test des phosphatiers. Curieusement l'analyse de l'EMPA² conclut que le test de l'ASL a donné un résultat meilleur, même notoirement meilleur que celui de l'USS. Pourtant dans les deux cas on a lavé cinquante fois le même tissu. De fait, le test de l'ASL permet de conclure qu'il n'y a pas de problème à faire de la lessive sans phosphates même avec une eau dure (les essais ont été faits avec une eau de dureté 35-38° df ce qui est déjà très dur). L'incrus-

Mettre le nez dans ses phosphates

Introduction par le nouveau directeur de l'EMPA, le professeur P. Finck: le ton est donné, priorité à la qualité de la lessive, du lavage, du «propre en ordre».

Herr Doktor K. Karrer, chef du département technique de l'Institut de recherches ménagères (IRM) présente ensuite les résultats des tests de lavage effectués conjointement par l'EMPA et l'IRM, à la demande de l'Union suisse des fabricants de détergents (USS): d'une part le produit Omo, d'autre part le PlurinW de Held (version mars 1981).

Outre que les résultats, en ce qui concerne la qualité du lavage, sont considérés comme médiocres par les deux institutions, M. K. Karrer voudrait convaincre l'assistance que l'utilisation généralisée de produits tels que le PlurinW représenterait une surcharge pour les stations d'épuration...

tation organique est plus grande, l'incrustation minérale par contre plus faible qu'avec les produits à phosphates. Ceci paraît être la différence essentielle.

Espérons que ces Messieurs de la lessive, de l'EMPA, de l'IRM, de l'USS et de l'Office fédéral de la protection de l'environnement finiront par admettre que ce n'est pas à eux de décider ce que doit être le résultat d'une lessive. Ce choix doit être donné aux utilisatrices et utilisateurs, qui auront la possibilité d'inclure dans leurs choix des critères de protection des eaux. Nettoyer un corps de chauffe qui se serait quelque peu incrusté reste toujours possible, nettoyer un lac est bien plus difficile.

Bref, nous voici donc au matin du 25 septembre dernier, dans les locaux de l'EMPA à Saint-Gall. (Réd.)

Le message a du mal à passer, tout comme l'importance attachée par ces Messieurs aux dépôts de calcaire relevés sur le corps de chauffe de la machine à laver (Schulthess) qui a servi aux essais: le corps du délit fait le tour de l'assistance sans susciter ni pitié ni intérêt.

La représentante de la Fédération romande des consommatrices (FRC) demande selon quels critères les essais et analyses sont menés, qui en a défini les bases, quand, etc. Les réponses de MM. K. Gheri (directeur de l'USS) et K. Karrer sont suffisamment floues et évasives pour que l'assistance se persuade que ces critères sont le fait d'une commission arbitraire plutôt que paritaire.

Dès lors, la balle change de camp et le ton des représentants de l'USS, EMPA et IRM perd de sa superbe: «on» semble comprendre que le critère de «blancheur immaculée» n'est plus au goût du jour.

Quelques réflexions fort pertinentes, venant de la FRC et de son homologue tessinoise notamment,

plaidant pour le détartrage des machines au moyen d'un petit verre de vinaigre dans l'eau du dernier rinçage, suscitent une mise en garde de M. H. U. Schweizer, chef de la Division des sciences naturelles et de la pêche à l'Office fédéral de la protection de l'environnement (Berne): ce spécialiste relève que l'utilisation d'acides (acétique, formique et/ou autres) est interdite par la loi sur la protection des eaux (sic).

La parole est ensuite au Herr Doktor E, Staehli (chimiste, Sunlight, Olten) qui donne lecture de son exposé prononcé le 27 mai dernier à Genève lors d'une rencontre organisée par l'Association pour la sauvegarde du Léman (ASL). Sans modification, donc sans commentaire. Idem pour le topo suivant concernant le lac de Zurich: il n'existe pas encore d'association pour la sauvegarde du lac de Zurich!

Après un bref casse-croûte à la cantine de l'EMPA, Herr Doktor J. H. Sharpe, directeur de Sunlight à Zurich, tente de transmettre le point de vue de l'USS sur le problème de l'eutrophisation. Malgré une solide charpente, un ton péremptoire et une formation due, on le présume, à la Harvard Business School ou autre Cornell University, le très sérieux major Sharpe a bien du mal à présenter son laïus, auquel a collaboré l'agence de marketing (?) Burson-Marsteller de Genève, mandatée ce printemps par Procter & Gamble (cette agence, aux dires de M. Sharpe, aurait interrogé mille personnes «représentant toutes les couches de la population», selon la formule consacrée).

Un anglo-saxon qui se prend au sérieux en débitant des calembredaines dans la plus pure langue de Goethe est au moins aussi affligeant qu'un Chevalaz pacifiste. Sans être proprement chahuté, le digne représentant de Sa Majesté Sunlight & Cie est souvent interrompu.

A l'issue de ce dur combat, la discussion est officiellement ouverte par M. K. Gehri qui se ratatine au fur et à mesure, tant il est clair, malgré l'appui manifeste de M^{me} Eugénie Holliger du Service consommateurs Migros (elle n'hésite pas à appeler les déléguées des diverses associations de consommatrices «mes chères collègues»), que l'USS n'a pas reconquis le terrain. Heureusement pour lui, les CFF partent à l'heure (pour arriver en retard), ce qui raccourcit les débats.

LA FIN DU «BLANC DE BLANC»

Peu importe, l'assistance a eu la possibilité, grâce aux interventions très fermes et néanmoins très courtoises de plusieurs participants — Groupe des paysannes vaudoises (Lac de Brêt), mouvement des consommatrices (Romandie, Tessin et Suisse alémanique), Groupe «Nous tous pour le lac» (Lac de Joux) — de se faire entendre. Le sur-saut de dernière heure de M. M. Steinfels (F. Steinfels SA, Zurich) n'y a rien changé, au contraire.

La volonté de passer outre des résultats de lavage plus ou moins «blanc de blanc», des dépôts de calcaire dans le linge ou les tuyauteries, etc., afin de sauvegarder nos eaux, a été dûment et clairement établie et, je le crois, durement ressentie par les organisateurs de cette journée puisque:

d'une part le professeur P. Finck (directeur de l'EMPA, Saint-Gall) nous a offert de procéder à de nouveaux tests de lavage (les représentant (e) s des diverses associations présentes à la séance en feront donc la demande auprès de l'EMPA — bandes d'essai, instructions techniques, etc. —);

d'autre part M. K. Gehri, porte-parole de l'USS, nous a promis de modifier la publicité concernant les produits de lessive dits modernes, en y introduisant une information moins simpliste et plus spéci-

fique, notamment en ce qui concerne les dosages; il a également manifesté un intérêt certain à l'égard de la promotion des produits à faible teneur en phosphates dans les régions pourvues d'eaux douces (Tessin, par exemple).

En guise de conclusion, notons que M. K. Gehri a émis le souhait que nous ne convoquions pas la presse...

Personnellement, j'admets que toutes les associations concernées peuvent tirer bénéfice d'une telle journée. En effectuant sans tarder les tests de lavage de l'EMPA et en gardant le contact avec le professeur Finck afin que ces tests soient aussi soumis à l'IRM, il y a fort à parier que d'ici peu les critères requis par ces deux institutions pour l'obtention du label dit de qualité soient revus et corrigés, conformément à la volonté que nous avons manifestée ce 25 septembre.

Monique Zanon, responsable
du Groupe «détergents» de l'ASL.

CAMPAGNE

Domaine Public près de ses sous

Vos adresses continuent à nous parvenir. Merci! Pour accélérer la marche de «Domaine Public» vers les 3300 abonnés, vous avez compris que l'état des finances du journal (saines, mais sans plus) impose que vous financiez aussi l'effort de propagande (cinq francs pour l'envoi de quatre numéros à l'essai aux personnes à qui vous voulez vraiment du bien): DP près de ses sous, l'indépendance veut ça.

PS. A toutes fins utiles, nous tenons à votre disposition des exemplaires supplémentaires de la «carte de visite» du journal publiée avec le numéro 606.

TÉLÉVISION

Les images changent, la pub reste

La valse des dirigeants à la tête des chaînes françaises de télévision nous vaudra, dit-on, un renouveau des programmes.

En revanche, la publicité accaparante aux meilleures minutes disponibles demeure. Presque toujours les mêmes produits et les mêmes moyens d'accrochage.

Limite de la rénovation. Idem chez nous. Heureusement que se généralisent les réactions: «Je n'achète pas ce produit que les fabricants se croient autorisés à m'imposer sous emballage débile au meilleur de la soirée.»

La défense du temps libre, c'est cela aussi.

FRIBOURG

Par tranches de vingt ans

Les élections cantonales fribourgeoises n'ont lieu que tous les cinq ans. Pour le Grand Conseil, les cercles électoraux ont des dimensions comparables puisque, exception faite de la «petite» Veveyse («Vivisbachbezirk» pour les Alémaniques), les sept autres élisent de dix à vingt-six députés.

Quelques points de repères, pour mieux saisir les enjeux. La proportionnelle a été introduite à Fribourg en 1921 pour les élections au Grand Conseil. En fait, la position dominante des conservateurs s'est largement maintenue pendant vingt ans (trois quarts des sièges) ce qui laissait aux radicaux et aux agrariens le rôle d'une opposition condamnée à la figuration.

La situation s'est considérablement modifiée durant les vingt années qui ont suivi (1941-1961). Tout d'abord les socialistes, exclus du Grand Conseil par l'adoption d'un «quorum» très élevé, ont

fait élire un conseiller national fribourgeois en 1943 pour pénétrer ensuite en force au législatif cantonal en 1946 (10% des sièges).

La même année, sacrilège des sacrilèges, un candidat radical non agréé par les conservateurs, est élu au Conseil d'Etat (au détriment d'un conseiller sortant). Certains observateurs expliquent ce premier ébranlement de la puissance conservatrice par les contacts noués au cours du «service actif» par des Fribourgeois libérés des structures dans lesquelles ils étaient enfermés jusque-là, de même que par l'influence de jeunes capitaines dynamiques (par exemple MM. Torche et Glasson).

Finalement pourtant, le changement s'est surtout manifesté depuis 1961. Et l'année 1966 est une date historique puisqu'elle marque la perte de la majorité absolue des conservateurs au Grand Conseil, l'apparition d'une dissidence chrétienne-sociale et un grand bond en avant des socialistes. Quelques mois auparavant, les minorités radicales et socialistes unies remportaient une élection complémentaire au Conseil d'Etat au détriment des conservateurs.

Les élections plus récentes sont encore dans les mémoires: élection de deux socialistes au Conseil d'Etat en 1971 au détriment des radicaux qui n'avaient pas voulu d'une alliance des minorités et élimination des socialistes au profit des radicaux en 1976 grâce à une alliance objective de la bourgeoisie effrayée par les succès socialistes. Malgré tout, le Parti socialiste devient la deuxième force politique du canton et, considéré maintenant comme un parti authentiquement fribourgeois: on lui ouvre peu à peu l'accès à des organes dont il était exclu jusqu'il y a peu.

Après la stabilité de 1921 à 1941, l'ébranlement de 1941 à 1961, le changement de 1961 à 1981, les vingt années qui nous séparent de l'an 2000 seront-elles marquées sur la scène politique par l'avènement d'un véritable pluralisme progressiste et bénéfique? C'est le chemin sur lequel semble s'engager le canton de Fribourg dégagé de la toute-puissance démocrate-chrétienne. Expérience passionnante pour le reste de la Suisse romande.

PS. Le parti socialiste fribourgeois vient de publier dans la dernière édition de son hebdomadaire «Travail» (adresse utile: c.p. 796, 1701 Fribourg) une documentation fort utile sur les prochaines échéances électorales dans le canton: outre les positions socialistes et la présentation des candidats, des statistiques détaillées sur les élections au Conseil d'Etat (de 1946 à nos jours!) et surtout un petit tableau très révélateur de la force des partis politiques en regard de leur poids dans l'administration et dans la magistrature. Où l'on découvre que les démocrates-chrétiens se taillent «la part du lion» parmi les juges, dans la banque et les régies d'Etat (EEF, entreprises d'électricité):

	PDC	PS	PRD	PAI	PCS
Electeurs 1979	39,9 %	30,7 %	22,0 %	6,4 %	—
Banque de l'Etat:					
Commission de banque	3	0	1	0	0
Conseil d'administration .	7	2	4	0	0
EEF:					
Comité de direction .	3	1	1	0	0
Conseil d'administration	10	2	3	0	1
Commission administrative Hôpital cantonal .	4	2	3	1	1
Commission administrative de Marsens	3	1	3	0	1
Etablissement cantonal d'assur. des bâtiments .	2	1	2	3	1
Etabliss. de Bellechasse .	5	1	2	1	0
Caisse cantonale de compensation	2	1	3	2	1
Caisse d'amortissement du crédit agricole	10	0	3	2	0
Caisse cantonale du crédit agricole	4	0	2	1	0

INTERNATIONALE DES CAPITAUX

Pas de montre à crédit

Les dirigeants de l'industrie horlogère exposent les difficultés conjoncturelles de la branche: le crédit cher aux Etats-Unis freine la consommation; d'autre part le vendeur renonce à stocker vu le coût, même pour deux mois, du financement. L'argent cher profite donc aux détenteurs de fortune et aux banques qui prélèvent des commissions pour leurs services d'intermédiaires. Il pénalise doublement l'ouvrier horloger.